COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE CNC S'OPPOSE AUX PRÉJUGÉS MONTÉS EN ÉPINGLE SUR LA PLACE PUBLIQUE : LA RELANCE DOIT SE FAIRE DANS LE RESPECT DE LA DIGNITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Montréal, le 29 avril 2020 - Depuis l'annonce de la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCUE), de la mise en place de mesures de « déconfinement » et de relance de l'économie, on assiste à une montée d'un discours conservateur, voulant que les programmes gouvernementaux agissent comme un désincitatif au travail.

« En laissant entendre que c'est leur paresse et leur accès à un programme de remplacement de revenu temporaire qui empêche la relance, on fait porter aux travailleurs et étudiants un blâme odieux. C'est inadmissible! », a déclaré Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC).

Le CNC tient à rappeler que des pans importants de l'économie, notamment les secteurs culturels et sportifs, sont encore à l'arrêt, et que les occasions d'emploi d'été pour les étudiants et étudiantes seront grandement limitées.

« Les mesures mises en place par le gouvernement fédéral répondent à une nécessité, et non à un caprice ! », a rajouté Pierre Céré. « On ne parle pas de luxe ! »

En cette période de crise sanitaire et économique sans précédent, le CNC comprend les craintes légitimes des travailleurs et des travailleuses, notamment les personnes vulnérables, et invite les gouvernements à respecter le droit de ne pas entrer au travail.

« On risque d'assister à une sur-judiciarisation de cas de « ruptures du lien d'emploi » quand des employeurs pressés vont « départ-volontariser » des salariés qui refuseraient de retourner immédiatement à l'emploi, et ainsi les menacer d'exclusions aux mesures d'urgence ou de chômage », a continué Pierre Céré. « Nous pensons à tous ces parents qui, faisant le choix de garder leur enfant à la maison pour des raisons de santé, ne seraient pas en mesure de reprendre le travail lorsque leur employeur les rappellera. Nous pensons aussi à tous ces travailleurs et travailleuses qui, faute de mesures d'accommodement suffisantes par leur employeur, feront face à un choix impossible lorsque celui-ci leur demandera de retourner au travail. Alors que la COVID-19 continue de sévir, le gouvernement québécois doit légiférer afin de protéger les droits des travailleurs et des travailleuses. »

Le CNC tient aussi à affirmer sa solidarité avec le milieu de l'éducation, dont le personnel réclame, avec raison, des mesures adéquates de protection dans un contexte de rentrée des classes du primaire au mois de mai.

« La relance doit être progressive, et doit se faire dans le respect de la santé, de la sécurité et de la dignité des travailleurs et des travailleuses », a conclu le porte-parole.

Rappelons que le CNC a mis en ligne une section spéciale de son site web d'informations sur les arrêts de travail, l'assurance-emploi et les programmes spéciaux, dont la Prestation canadienne d'urgence (PCU) : www.lecnc.com/covid-19-coronavirus

-30-

Source :

Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC)

Informations :

Pierre Céré, porte-parole, cell. : 514-606-4074

Courriel : cnc@lecnc.com